

Le régime capitaliste et ses transformations

Pierre FRANCOIS

30 septembre 2009

Rappel : est dit capitaliste...

- Un comportement : une action rationnelle en finalité se déployant dans la sphère économique ;
- Une organisation de l'économie et de la société : dans ce cas, de quoi parle-t-on ?

De quoi parle-t-on ?

La piste marxienne

- Le capitalisme se définit par ses rapports de *production*, et non par ses rapports d'*échange*.
- Ces rapports sont des rapports d'exploitation, qui placent dans une relation conflictuelle bourgeois et prolétaires :
- Le capitalisme est donc indissociablement une réalité économique, sociale et politique ;
- Il obéit à des lois dialectiques : son fonctionnement le porte vers sa fin nécessaire.

De quoi parle-t-on ?

La piste wébérienne (1)

- Une sociologie historique du régime capitaliste chez Weber : la recomposition du projet d'*Economie et société*, la synthèse (partiellement apocryphe) de l'*Histoire économique générale*.
- Une définition par la technique comptable ?

« *Il y a capitalisme là où les besoins d'un groupe humain qui sont couverts économiquement par des activités professionnelles le sont par la voie de l'entreprise, quelle que soit la nature du besoin ; plus spécialement, une exploitation capitaliste rationnelle est une exploitation dotée d'un compte de capital, c'est-à-dire une entreprise lucrative qui contrôle sa rentabilité de manière chiffrée au moyen de la comptabilité moderne et de l'établissement d'un bilan.* » (Weber, 1991, p. 295).

De quoi parle-t-on ?

La piste wébérienne (2)

- Mais cette technique comptable présuppose ;
 - Une appropriation de tous les moyens de production par une entreprise lucrative.
 - La liberté de marché, *i.e.* un système d'échanges sans limitations irrationnelles.
 - Un droit rationnel, donc calculable : la justice doit pouvoir être anticipé.
 - Une technique rationnelle, *i.e.* la plus possible calculable, pour la production comme pour le trafic.
 - Le travail libre : les individus peuvent, mais sont également économiquement contraints (pour survivre) de vendre leur force de travail sur le marché.
 - Une commercialisation de l'économie, par le biais de la mise en titre de la propriété des entreprises.
- « Somme toute : il faut qu'il soit possible *d'orienter*, de manière exclusive, *la couverture des besoins en fonction des possibilités offertes par le marché et en fonction de la rentabilité.* » (Weber, 1991, p. 298).

En résumé, le capitalisme est donc...

- Une notion floue ;
- Dont les caractéristiques débordent les frontières étroites de la sphère économique ;
- Qui installe des rapports de force et d'exploitation entre des groupes sociaux ;
- Qui suppose, pour s'instituer et se maintenir, l'intervention d'un Etat qui lui est bienveillant ;
- En quoi peut consister une sociologie du capitalisme contemporain ?

Une sociologie du capitalisme contemporain : les propositions de Neil Fligstein (1990, 2001)

- N. Fligstein propose une analyse, d'inspiration marxiste et inscrite dans le néo-institutionnalisme, des transformations du capitalisme contemporains, dans deux ouvrages : *The transformation of corporate control* (1990) et *The architecture of markets* (2001).
- Deux hypothèses structurantes :
 - Pour rendre compte du fonctionnement de l'économie, il faut moins partir de la rationalité des pratiques que des règles (des « institutions ») qui les encadrent : les lois, les routines, les formes organisationnelles, etc.
 - L'économie est un champ de lutte où les dominants disposent, pour conserver leur position, de leur capacité à définir des règles qui leur sont favorables.

Sociologie du capitalisme et sociologie des firmes

- Pour comprendre le capitalisme contemporain, il faut se concentrer sur ce qui en constitue le principal pilier : la firme.
- Après quoi court la firme ? Les objectifs de la firme sont contingents à la lutte qui s'y déploie, particulièrement en son sommet.
- Quelques dimensions cardinales de cette lutte :
 - *Actionnaires vs. Top management* – de l'invention de la S.A. à la « technostructure » de Galbraith.
 - Les différentes fonctions de la firme : production, marketing, finance? L'exemple du disque classique – de Walter Legge à la city.

Qu'est-ce qu'une conception de contrôle ?

- Quel est le produit de cette lutte ? Les conceptions de contrôle (Fligstein, 1990).
 - Le choix d'un mode d'organisation ;
 - La définition d'une stratégie : des objectifs et des moyens pour les atteindre.
 - Le choix de telle ou telle conception de contrôle est contingent :
 - il dépend d'un rapport de force, notamment au sein de la direction de la firme.
 - Il dépend aussi des *stimuli* extérieurs envoyés par l'environnement de la firme – le marché, la technologie, le système juridique.
- Les conceptions de contrôle sont stables :
 - Elles constituent des réponses stabilisées et partagées aux enjeux économiques d'une époque donnée ;
 - Elles sont reconduites par la stabilité des rapports de force au sein de la firme ;
 - Elles se diffusent, lorsqu'elles sont efficaces, à l'ensemble des firmes engagées dans des rapports concurrentiels.

La trajectoire du capitalisme, 1870-2009

- Depuis les années 1870, Fligstein identifie cinq conceptions de contrôle :
 - La conception « directe » : les firmes tentent de contrôler leurs concurrents par un contrôle direct – construction de monopoles, de cartels, de pratiques commerciales prédatrices. L'Etat fédéral réagit : les Lois antitrusts.
 - La conception « manufacturière » : stabiliser et maîtriser la production, intégration verticale et horizontale, prix d'oligopoles. Mais la crise de 29 met le système par terre.
 - La conception « marketing » : rechercher de nouveaux marchés pour accroître les débouchés et écouler la production – diversification des produits et fusions horizontales. Mais nouvelles lois antitrusts.
 - La conception « conglomérale » : la firme est un portefeuille d'actifs financiers, le rôle des managers est d'optimiser la rentabilité de ce portefeuille en optimisant la rentabilité.
 - La conception de la « valeur actionnariale » : la firme est une compétence centrale (*core competence*) et l'objectif est de maximiser le prix de l'action (donc les plus-values potentielles pour l'actionnaire).

Comment expliquer le passage d'une conception de contrôle à une autre ?

- Fligstein souligne le rôle déterminant d'inflexions législatives qui ne tombent pas du ciel :
 - Les inflexions législatives sont impulsées par l'Etat : l'Etat ne s'oppose pas à l'économie, il contribue à la construire ;
 - L'Etat est lui-même un champ de lutte, dans lequel les intérêts d'acteurs qui lui sont extérieurs interviennent (Fligstein, 2001) : les politiques, les hauts-fonctionnaires, les salariés, les patrons ;
 - L'Etat est en général – du moins dans les cas où le capitalisme fonctionne de manière optimale – l'instrument des dominants : des patrons, plus que des salariés ; des patrons dominants, plus que des patrons dominés.
 - La sociologie économique de Fligstein appelle une sociologie politique...
 - Mais elle repose sur une acception behavioriste de la firme : un stimulus, une réponse.

Une lecture alternative : l'exemple du passage de la conception conglomérale à la conception actionnariale

- La réponse de M. Uusem, *Investor capitalism*, 1996 : d'un capitalisme de petit porteur à un capitalisme d'investisseur institutionnel.
- La croissance considérable des investisseurs institutionnels (banques, compagnies d'assurance, fonds de pension) qui possèdent 57% des 1000 plus grosses entreprises américaines au milieu des années 1990 ;
- Ces acteurs interviennent sur les marchés équipés :
 - d'une expertise très forte ;
 - d'une excellente information ;
 - d'une grande mobilité ;
 - d'une quête de rentabilité de court terme, puisque c'est en enchaînant des courts termes qu'ils peuvent construire leur long terme.

Les conséquences pour l'orientation stratégique des firmes

- La domination actionnariale impose des réorientations stratégiques aux firmes :
 - Réorganisation interne des firmes : concentration sur la *core competence* – *Big is beautiful, for managers only!*
 - Licenciements massifs (malgré leur absence d'effet sur les performances boursières) ;
 - Une nouvelle gestion du *top management* : intéressement et révocation *ad nutum*.
 - La routinisation de la communication vers les institutionnels.
 - La redistribution du pouvoir au sein des firmes : la montée en puissance des *CFO* (Zorn, 2004).